cese
Conseil économique social et environnemental

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté — Égalité — Fraternité

Avis adopté
Séance plénière du 28 octobre 2026

Evolution *démographique* : quels défis et quels leviers pour les politiques publiques

Rapport annuel sur l'état de la France 2026

Déclaration du groupe Entreprises

Le rapport annuel du CESE sur l'état de la France[1] 2026 analyse les effets du vieillissement et de la baisse de la natalité sur l'économie, le marché du travail, la compétitivité et les dynamiques sectorielles.

Les implications du changement démographique sont concrètes et importantes pour les entreprises : recrutement, mobilisation des actifs, métiers en tension, croissance économique, augmentation des dépenses sociales, transformation des besoins pour ne citer que quelques domaines impactés.

Ces défis doivent se transformer en opportunités :

- → Opportunités organisationnelles avec la formation et l'insertion par exemple et technologique avec la numérisation, la robotisation et l'intelligence artificielle ;
- → Opportunité de développement et d'innovation avec de nouveaux produits et services adaptés à la population vieillissante (silver economy) ;
- → Opportunités de renforcer le dialogue social, la qualité de vie au travail et la cohésion sociale.

Il ne faut pas nier les difficultés que rencontreront certains territoires ruraux en raison d'un vieillissement plus marqué et qui peuvent cumuler difficultés de recrutement, fragilité des services publics et moindre attractivité. Souligné dans ce rapport, l'enjeu des transmissions ou des reprises des entreprises ou des activités économiques dans ces territoires y est, plus qu'ailleurs, majeur.

Le groupe Entreprises souligne l'importance d'accompagner les entreprises dans l'adaptation aux évolutions démographiques et appelle à une mobilisation collective pour garantir la compétitivité, le progrès social et la transition écologique.

Dans ce contexte, revenons sur les constats du l'enquête IFOP qui mettent en exergue les inquiétudes des Français, les liens entre inégalité et sentiment d'exclusion pour partager quelques convictions car ils ont le sentiment de perdre du pouvoir d'achat, d'être éloignés des centres de décision ou de ne pas bénéficier équitablement des opportunités.

- → Sur la question du pouvoir d'achat, le groupe Entreprises plaide pour des allègements de cotisations sociales afin de rapprocher le salaire net du brut et renforcer le pouvoir d'achat des Français. Améliorer les salaires nets dans les entreprises et alléger les charges pour les entreprises pour qu'elles gagnent en productivité, en compétitivité pour générer de la croissance et de l'emploi sont des axes prioritaires.
- → Sur celle des inégalités, investir dans l'égalité des chances, la diversité, l'insertion et la mobilité est un levier majeur de cohésion, d'attractivité et de réputation. Les entreprises sont de plus en plus mobilisées sur ces sujets.
- → Sur la question de la proximité territoriale, l'implication directe des entreprises dans le développement économique, social, environnemental et culturel des territoires où elles sont implantées est fondamentale. Les entreprises qui réduisent la distance avec leurs salariés, leurs clients et leurs territoires répondent directement aux fragilités mises en évidence par le Conseil.

[1] RAEF

Le groupe Entreprises souhaite revenir sur deux axes tout particulièrement mis en exergue par le RAEF qui s'imposent comme des signaux de compétitivité et de stabilité.

- → La recherche est présentée comme un investissement de souveraineté, d'innovation et de création de valeur. Les liens entre recherche publique, innovation et développement économique sont mis en avant... Il faut continuer à améliorer les liens entre innovation industrielle et recherche publique, entre les métiers et l'intelligence artificielle et se préoccuper de mieux diffuser l'innovation auprès des PME et ETI qui accèdent moins facilement aux dispositifs. Enfin, il ne faut pas oublier de mesurer l'efficacité économique des dispositifs : il faut mesurer les bénéfices des brevets, de leur industrialisation et les emplois crées. L'innovation est un facteur clé de réussite pour la société française.
- → La confiance démocratique est une condition majeure pour créer les conditions de réussite. C'est un actif économique majeur car sans confiance, peu de projets et peu de réformes se dessinent. Quels enseignements pour les entreprises ? Sur des projets économiques extérieurs, l'association des parties prenantes et la démonstration des impacts positifs sont essentielles. Dans les entreprises mêmes, cela renvoie à la nécessité d'avoir dialogue social de qualité et un devoir d'écoute2. Les entreprises doivent aussi mieux valoriser les bénéfices créés pour toutes et tous : emplois, apprentissages, contributions fiscales, mécénat, développement local.

Ce rapport porte une analyse détaillée et précise de l'évolution démographique de la société française et des enjeux sous-jacents. Cette clé de lecture est essentielle pour aborder les transitions nécessaires de demain. **Le groupe Entreprises, en remerciant la rapporteure et l'ensemble des membres de la commission Economie et Finances, vote favorablement ce rapport, riche en enseignements.**

[2] Articulation des temps de vie professionnel et personnel : de nouveaux défis » Avis du CESE, 2024.